

Chine-Japon : l'entente impossible?

Entretien avec Valérie Niquet (2/2)

04/11/2010 | [Benoît Guivellic \(Aujourd'hui la Chine\)](#).

[Poster un commentaire](#)

Deuxième partie de notre entretien avec Valérie Niquet autour de l'affaire des Diaoyu/Senkaku qui oppose la Chine au Japon depuis septembre. Docteur en sciences politiques, sinologue, japonologue, elle nous éclaire sur les causes sous-jacentes de cette crise.

Dans cette affaire, la Chine ne semble pas vouloir faire de concessions. Pourquoi adopte-t-elle une position si dure?

Depuis la fin de la crise en 2009, la Chine a eu plutôt tendance à adopter une attitude plus dure sur la scène internationale, comme on l'a vu avec Copenhague, où la participation chinoise avait été peu coopérative. L'atmosphère est donc plutôt au durcissement, et cela se reflète dans la crise actuelle avec le Japon.

Il s'agit assez clairement pour le PCC de renforcer sa légitimité en suscitant le sentiment nationaliste, et en se montrant à même de défendre les intérêts chinois. Cependant, on a du mal à comprendre qui tire les ficelles, qui décide de quoi, quelles sont les luttes de factions...

Ce qui est sûr, c'est qu'on est dans un contexte de préparation de la succession politique en 2012, dans lequel certains au sein du PCC font en sorte de se positionner, pour paraître plus à même de prendre en main le pays. Ceux-ci peuvent avoir intérêt à monter en épingle les tensions avec le Japon.

On est dans une situation où les choix politiques internes et des soucis qui sont très propres au PCC l'emportent à la fois sur les intérêts économiques de la Chine, et sur ses intérêts stratégiques. Mais encore une fois, on a du mal à déchiffrer l'opacité du système et les vraies motivations qui sont derrière ce type d'actions.

Les choix de politiques étrangères restent contrôlés par un très petit nombre de personnes qui jouent selon des interactions encore très opaques. La relation avec le Japon est un peu l'otage de ces rivalités internes.

Le Parti Démocrate Japonais (PDJ) au pouvoir a-t-il un avantage à tirer de ce conflit?

Globalement, je ne crois pas qu'il y ait un intérêt du Japon à ce conflit. Les milieux d'affaires sont plutôt favorables à des relations apaisées avec Pékin puisque c'est un partenaire essentiel, et que la Chine a beaucoup contribué à l'amorce de reprise que l'on a observé dans l'économie japonaise.

En revanche, on sent bien qu'il y a une patience de moins en moins grande vis-à-vis de ce qui se passe avec la Chine. Des manifestations anti-chinoises se sont produites, et elles ont rassemblé au-delà des milieux ultra-nationalistes. Par ailleurs, le ministre des affaires étrangères n'a pas facilité les choses en traitant d'"*hystérique*" la réaction chinoise.

De plus, le Japon d'aujourd'hui n'est plus celui d'il y a dix ans. Il y a une volonté d'affirmation de ses intérêts dans la région face à la Chine, qui est de plus en plus souvent très directement dénoncée comme menaçante, en partie à cause de l'augmentation de ses capacités militaires. Il y a donc un changement de posture qui évidemment ne facilite pas non plus la solution des tensions : le Japon a plutôt tendance à résister qu'à jouer l'apaisement à tout prix.

Mais je ne suis pas certaine que le PDJ ait intérêt à faire monter les tensions avec la Chine pour renforcer sa légitimité. D'ailleurs, beaucoup de Japonais ont critiqué le fait que le capitaine chinois soit relâché. Ils y ont vu un signe de faiblesse, alors que cela se voulait au contraire un signe d'apaisement, pour montrer que le Japon ne voulait pas que les choses aillent trop loin.

L'affaire contribue en revanche à renforcer les positions de ceux qui sont pour adopter une attitude plus dure vis-à-vis de la Chine. C'est également bénéfique à ceux qui pensent que le Japon doit renforcer ses propres capacités militaires, et être mieux préparé à éventuellement résister à une agression chinoise.

Il y aura d'ailleurs un test en ce sens au mois de novembre puisque le Japon doit adopter des lignes de conduite prévisionnelles sur sa politique de défense. Il semble d'ailleurs disposé à renforcer ses capacités militaires en augmentant par exemple son nombre de sous-marins, ce qu'il n'avait pas fait depuis longtemps, et tout ceci essentiellement face à la Chine. Bien sûr, officiellement, il s'agit plutôt de la menace nord-coréenne, mais derrière ça on pense beaucoup à la Chine.

Quelles seront les conséquences de cette crise? Y a-t-il des issues en vue?

Malheureusement, il n'y a pour l'instant pas d'évolutions à l'horizon. Je pense que la normalisation des relations Chine-Japon découlera d'une évolution politique en Chine, et de l'émergence, sinon d'une vraie réforme politique, au moins d'une faction plus favorable à un engagement apaisé de la Chine sur la scène internationale.

Mais de ce point de vue, on est aujourd'hui dans une phase qui est assez incertaine, et si au contraire on voit émerger une faction beaucoup plus dure sur la question des relations internationales, avec une volonté d'affirmation de la puissance chinoise, on s'oriente vers plusieurs années de tensions. Cela n'empêchera sans doute pas la reprise des contacts à haut niveau et le maintien de relations économiques importantes, mais cela ne sera pas non plus favorable à une amélioration concrète, ou à un apaisement réel des relations entre Pékin et Tokyo.

Tout est donc très lié à la manière dont le système chinois va évoluer au cours des prochains mois et des prochaines années.

Quoi qu'il en soit, il semble que tout cela ne joue pas tellement en faveur des intérêts chinois, car la Chine est en train de liguer contre elle tous les pays de la région, alliés aux Etats-Unis. Or, si il y a véritablement une opposition de l'ensemble des pays de la zone, la situation de la Chine sera plus compliquée, car elle sera isolée.

On a du mal à comprendre en quoi ce choix du repli nationaliste sert véritablement les intérêts de Pékin en tant que puissance émergente qui progressivement pourrait s'imposer sur la scène

internationale. Ses agissements actuels ca suscitent plutôt de la méfiance, donc des réticences de la part de ses partenaires traditionnels.

Docteur en sciences politiques, sinologue et japonologue, Valérie Niquet est responsable du pôle Asie à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et membre du comité scientifique du Conseil supérieur de la Formation et de la recherche stratégique.